

**Assemblée générale**

Distr. générale  
24 septembre 1998  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-troisième session**

Point 26 de l'ordre du jour

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies  
et l'Organisation de la Conférence islamique****Coopération entre l'Organisation des Nations Unies  
et l'Organisation de la Conférence islamique****Rapport du Secrétaire général**

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1	3
II. Consultations entre représentants de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique et représentation aux réunions .....	2-9	3
III. Réunion générale du système des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique et de ses institutions spécialisées .....	10-15	4
IV. Suite donnée aux recommandations des réunions tenues entre le système des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique, y compris la coopération dans le domaine du développement économique et social .....	16-39	5
A. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture .....	17-18	5
B. Fonds international de développement agricole .....	19-20	5
C. Organisation internationale du Travail .....	21	6
D. Fonds des Nations Unies pour l'enfance .....	22-25	6
E. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ...	26-28	6
F. Programme des Nations Unies pour l'environnement .....	29-31	7
G. Fonds des Nations Unies pour la population .....	32-33	7

H.	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient . . . . .	34–36	8
I.	Organisation météorologique mondiale . . . . .	37–38	8
J.	Autres départements et organisations du système des Nations Unies . . . . .	39	8

## I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application du paragraphe 12 de la résolution 52/4 de l'Assemblée générale, en date du 22 octobre 1997.

## II. Consultations entre représentants de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique et représentation aux réunions

2. Le 2 octobre 1997, les ministres des affaires étrangères des États membres de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) ont tenu leur réunion de coordination annuelle au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour examiner l'ordre du jour de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale, en particulier les points concernant et intéressant l'OCI.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a pris la parole devant la réunion de coordination des ministres des affaires étrangères de l'OCI. C'était la première fois qu'un Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prenait la parole devant cette réunion de coordination. Le Secrétaire général de la Ligue des États arabes a lui aussi pris la parole et participé à la réunion.

4. La réunion, qui a admis à l'unanimité le Togo comme cinquante-cinquième État membre de l'OCI, a examiné la situation internationale, en particulier la situation au Moyen-Orient et la question de Palestine; la situation en Bosnie-Herzégovine; la situation au Jammu-et-Cachemire; la situation en Afghanistan; la situation en Somalie; le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan; les conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq; et la situation en ce qui concerne la Jamahiriya arabe libyenne et les résolutions 731 (1992) et 883 (1993) du Conseil de sécurité. La réunion de coordination a débattu aussi de la réforme de l'Organisation des Nations Unies. À l'invitation de l'OCI, des hauts responsables du Département des affaires politiques du Secrétariat de l'ONU ont assisté à la réunion.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a participé au huitième Sommet de l'OCI, qui s'est tenu à Téhéran (République islamique d'Iran) du 9 au 11 décembre 1997. Au cours de ce sommet, le Secrétaire général s'est entretenu avec un certain nombre de chefs de délégation et d'autres participants de haut niveau, y compris le Secrétaire général de l'OCI, M. Azeddine Laraki, et le nouveau

Président de l'OCI, le Président Seyed Mohammad Khatami de la République islamique d'Iran.

6. À la vingt-cinquième réunion des Ministres des affaires étrangères de l'OCI, qui s'est tenue à Doha du 15 au 19 mars 1998, le Secrétaire général s'est fait représenter par son Envoyé spécial en Afghanistan, M. Lakhdar Brahimi.

7. Au cours de la période considérée, la coopération sur les questions politiques s'est intensifiée entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique, en particulier en ce qui concerne les efforts de maintien de la paix en cours. Les secrétariats de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique ont tenu des consultations périodiques et ont échangé des informations, notamment sur la situation en Somalie et au Tadjikistan. En ce qui concerne le processus de paix au Tadjikistan, il convient de rappeler que l'OCI a participé en tant qu'observateur aux pourparlers intertadjiks tenus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, qui ont abouti en 1997 à la signature de l'Accord général. L'OCI est membre du Groupe de contact créé dans le cadre du processus de paix au Tadjikistan.

8. La coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique s'est enrichie par l'ajout d'une nouvelle modalité de coopération concernant le conflit en Afghanistan. À la suite de la vingt-cinquième réunion des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique, l'Envoyé spécial du Secrétaire général en Afghanistan, M. Brahimi, et l'Observateur permanent de l'Organisation de la Conférence islamique auprès de l'Organisation des Nations Unies, l'Ambassadeur Mokhtar Lamani, ont effectué une mission conjointe de rétablissement de la paix ONU/OCI en Afghanistan et dans des pays voisins. Cette mission, qui a duré du 20 mars au 15 avril 1998, a été suivie d'une série de réunions des parties afghanes qui se sont tenues à Islamabad sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique du 26 avril au 3 mai 1998. Bien que ces pourparlers n'aient pas abouti, la coprésidence par les deux organisations a souligné le précieux potentiel d'une coopération conjointe concrète dans le domaine du rétablissement de la paix, qui pourrait être mise en oeuvre au-delà du conflit en Afghanistan.

9. Les 28 et 29 juillet 1998, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a convoqué une réunion de haut niveau des organisations régionales (y compris l'OCI) avec lesquelles l'Organisation des Nations Unies avait coopéré dans les domaines de la diplomatie préventive, du rétablissement de la paix et du maintien de la paix. L'ordre du jour de cette troisième réunion avec les organisations

régionales a mis l'accent sur la question de l'alerte avancée et de la prévention des conflits au XXI<sup>e</sup> siècle, ainsi que sur les capacités de l'Organisation des Nations Unies et des organisations régionales dans le domaine de l'alerte avancée et de la prévention de conflits. Il a été décidé durant cette réunion de deux jours que la coopération dans ce domaine entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, y compris l'OCI, continuerait au niveau opérationnel. On envisage déjà de tenir une réunion de suivi appropriée d'ici la fin de 1998, à laquelle l'OCI devrait participer.

### **III. Réunion générale du système des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique et de ses institutions spécialisées**

10. En application de la résolution 52/4 de l'Assemblée générale, en date du 22 octobre 1997, une réunion générale des représentants des secrétariats des organismes des Nations Unies et de l'Organisation de la Conférence islamique et de ses institutions spécialisées s'est tenue à l'Office des Nations Unies à Genève du 13 au 15 juillet 1998. La préparation des dossiers pour cette réunion a été assurée par les secrétariats de coordination de l'ONU et de l'OCI. Conformément aux accords intervenus entre les secrétariats de coordination, la réunion a adopté l'ordre du jour ci-après à sa session d'ouverture :

1. Organisation des travaux.
2. Examen de la coopération dans la sphère politique.
3. Examen de la coopération et évaluation des progrès réalisés dans les domaines prioritaires de coopération suivants :
  - a) Développement de la science et de la technologie;
  - b) Commerce et développement;
  - c) Coopération technique entre pays islamiques;
  - d) Assistance aux réfugiés;
  - e) Sécurité alimentaire et agriculture;
  - f) Éducation et éradication de l'analphabétisme;
  - g) Mécanismes d'investissement et coentreprises;
  - h) Mise en valeur des ressources humaines;
  - i) Environnement;

- j) Développement des activités artistiques ou artisanales et promotion du patrimoine.
  4. Examen des propositions visant à améliorer les mécanismes de coopération entre le système des Nations Unies et l'OCI et ses institutions.
  5. Questions diverses.
  6. Adoption du rapport final.
11. La réunion était saisie de documents de travail établis par les organisations participantes, les organismes et les institutions des deux organisations. Les 10 questions énumérées au titre du point 3 de l'ordre du jour de la réunion générale, intitulé «Examen de la coopération et évaluation des progrès réalisés dans les domaines prioritaires de coopération» constituent les domaines prioritaires de coopération convenus entre le système des Nations Unies et l'OCI et ses institutions spécialisées. Durant la réunion générale, qui s'est tenue en même temps qu'une réunion des centres de liaison mis en place pour les domaines prioritaires, des groupes de travail informels composés des représentants du système des Nations Unies et de l'OCI et de ses institutions spécialisées ont été créés. Sur la base des discussions de ces groupes de travail, axées sur les documents de travail établis par les deux organisations, la réunion générale a entre autres adopté un vaste programme d'activités de coopération devant être mises en oeuvre au cours de la période 1998/1999. Les conclusions et recommandations de la réunion sont publiées dans son rapport final qui a été adopté à l'unanimité le 15 juillet 1998 (le rapport final a été distribué à tous les participants du système des Nations Unies et de l'OCI juste après la fin de la tenue de la réunion générale, le 15 juillet 1998).

12. Les représentants des départements du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et des autres organes et organismes des Nations Unies énumérés ci-après ont participé à la réunion : Département des affaires économiques et sociales; Département des affaires politiques; Département de l'information; Fonds international de développement agricole (FIDA); Organisation internationale du Travail (OIT); Union internationale des télécommunications; Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); CNUCED; Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche; Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP); Banque mondiale; et Programme alimentaire mondial.

13. Des représentants des organisations et institutions suivantes de l'OCI ont participé à la réunion : Département des affaires économiques; Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC); Organisation islamique pour l'éducation, la science et la culture (ISESCO); Institut islamique de technologie; Fonds de solidarité islamique; Chambre islamique du commerce et de l'industrie; Secrétariat général de l'OCI; Centre de recherches sur l'histoire, l'art et la culture islamiques; et Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (CRSESFPI).

14. La coopération politique accrue entre l'Organisation des Nations Unies et l'OCI a été aussi confirmée au cours de la réunion générale. Les délégations de l'ONU et de l'OCI participant à la réunion générale ont procédé à un échange de vues technique de vaste portée sur la coopération dans le domaine de la prévention diplomatique et du règlement des conflits. La discussion s'est déroulée sur la base d'un document de travail établi par le secrétariat de l'OCI. Un accord général s'est fait sur la valeur de consultations politiques périodiques entre les deux organisations, y compris au niveau des secrétaires généraux. Il est à noter que l'OCI avait l'intention de participer à la troisième réunion entre l'Organisation des Nations Unies et un certain nombre d'organisations régionales, qui devait se tenir les 28 et 29 juillet 1998 au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

15. Au cours de la réunion, le Secrétaire général adjoint de l'OCI aux affaires politiques, M. Ibrahim Bakr, s'est félicité du niveau de coopération renforcée dans le domaine politique, en particulier en ce qui concerne le processus de paix en Afghanistan, dans le cadre duquel l'OCI et l'ONU avaient entrepris un certain nombre d'initiatives communes. Il a été décidé que l'ONU et l'OCI continueraient de coopérer étroitement à la recherche de la paix en Afghanistan. La discussion a compris des échanges de vues sur les questions de la Palestine, du Tadjikistan, de la Somalie, du Jammu-et-Cachemire, de l'Arménie-Azerbaïdjan, de la Jamahiriya arabe libyenne et du Kosovo. On était satisfait, d'une manière générale, des perspectives de coopération future dans le domaine politique et les deux parties attendaient avec impatience la prochaine série de consultations périodiques, qui devait se tenir à New York au début du mois d'octobre 1998.

## **IV. Suite donnée aux recommandations des réunions tenues entre le système des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique, y compris la coopération dans le domaine du développement économique et social**

16. On trouvera ci-après une description quantitative des contributions fournies au présent rapport par les entités des Nations Unies.

### **A. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture**

17. Au cours de la période juin 1997-mai 1998, la FAO a poursuivi ses activités de coopération avec certaines institutions spécialisées et affiliées de l'OCI, en particulier la Banque islamique de développement, le CRSESFPI, l'ISESCO et le CIDC. Les activités de coopération entre la FAO et ces institutions de l'OCI ont surtout porté sur des domaines d'intérêts communs, comme le développement rural et la sécurité alimentaire, la formation à l'analyse des politiques agricoles, et à la commercialisation des produits de la pêche.

18. Le Directeur général de la FAO a assisté au huitième sommet de l'OCI qui s'est tenu à Téhéran, du 9 au 11 décembre 1997.

### **B. Fonds international de développement agricole**

19. Les modalités de coopération entre le FIDA et l'OCI ont été officiellement définies en 1983 par un accord de coopération dans lequel les deux organisations se sont engagées à échanger des informations et à tenir des consultations périodiques en vue de promouvoir des programmes conjoints ayant trait au développement agricole et à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Le partenariat opérationnel a revêtu de nombreuses formes. Sur les 51 membres que compte l'OCI, 47 sont aussi membres du FIDA. Ils jouent un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques et l'établissement des priorités du Fonds, représentant plus de 40 % de tous les emprunteurs du FIDA, et ils ont été des contributeurs importants, les ressources qu'ils ont versées au Fonds s'élevant à 880,6 millions de dollars. En outre, la Banque islamique de développement a assuré un cofinance-

ment pour 14 projets exécutés dans 11 pays islamiques et le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) a fait de même pour six pays, et le Fonds arabe de développement économique et social (FADES) dans huit. Des dons d'assistance technique s'élevant à 34,5 millions ont appuyé la recherche appliquée dans des domaines intéressants particulièrement de nombreux pays islamiques, tandis que des ateliers et des séminaires organisés à l'initiative du FIDA ont facilité l'échange d'informations et d'idées entre les pays de l'OCI et le Fonds.

20. Les projets élaborés et appuyés par le FIDA dans les pays islamiques ont revêtu différentes formes, mais ils suivent tous l'approche fondamentale du Fonds, à savoir le ciblage de ressources sur les pauvres les plus vulnérables dans les zones rurales, l'encouragement d'une participation active de la population à son développement et les activités visant à jeter les bases d'un développement durable. Un certain nombre de projets ont été axés sur la gestion des pâturages et la conservation des parcours, les modes durables d'utilisation des ressources en terre et en eau, la lutte contre la dégradation de l'environnement et la fourniture d'une assistance aux personnes déplacées du fait de la sécheresse. L'accent dépendant des conditions locales et des besoins des groupes cibles particuliers, les moyens employés varient de même. Ceux-ci comprennent des crédits d'équipement pour les entreprises productives agricoles et non agricoles, avec un meilleur accès aux techniques améliorées, des services et une formation dans le domaine des pratiques efficaces dans le domaine des exploitations agricoles et des parcours et le renforcement des capacités d'exécution nationale et locale pour ce qui est de desservir les pauvres en milieu rural.

### C. Organisation internationale du Travail

21. Les relations entre l'OIT et l'OCI, qui remontent à 1980, ont été encore renforcées depuis la mise en place de consultations générales entre le système des Nations Unies et l'OCI en 1993. L'OIT appuie les efforts de développement nationaux des différents États membres de l'OCI au titre de son programme d'assistance technique. Elle maintient des relations de travail étroites avec les organisations régionales et sous-régionales compétentes, telles que la Ligue des États arabes, l'Organisation arabe du travail et le Bureau exécutif du Conseil des ministres du travail et des affaires sociales des États du Conseil de coopération du Golfe. L'OIT a participé à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement. L'Organisation attache aussi une grande importance à la promotion de la coopération et à l'échange d'informations.

### D. Fonds des Nations Unies pour l'enfance

22. En application de l'accord de coopération de 1989 entre l'OCI et l'UNICEF et du mémorandum d'accord signé en 1996 par l'ISESCO et l'UNICEF, les questions relatives à l'enfance continuent de bénéficier d'un rang de priorité élevé dans l'ordre du jour politique du monde musulman. Cela s'est amplement manifesté lors du huitième Sommet de l'OCI, qui s'est tenu à Téhéran en décembre 1997, au cours duquel l'UNICEF a mené des activités de plaidoyer au plus haut niveau.

23. Réaffirmant les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Déclaration et du Plan d'action du Sommet mondial pour les enfants, les deux organisations, y compris l'organisation subsidiaire ISESCO, ont redoublé d'efforts en vue d'assurer la survie, la protection et le bien-être des enfants dans le monde musulman, et ont adopté une résolution sur les soins aux enfants et la protection infantile dans le monde musulman.

24. En demandant la convocation d'une réunion ministérielle sur la question, le Sommet de l'OCI a réitéré les obligations qu'il se reconnaît dans les domaines de la protection infantile et des droits des enfants en Islam. Au niveau des pays, les États membres de l'OCI concrétisent des engagements mondiaux dans les programmes et projets du pays, en appliquant la Convention relative aux droits de l'enfant et les objectifs pour l'an 2000. En outre, l'ISESCO et l'UNICEF se réuniront cette année en vue de définir les modalités de coopération, s'agissant des projets ayant trait aux enfants handicapés et à l'éducation des filles.

25. La mise en oeuvre substantielle de la Convention relative aux droits de l'enfant et des plans d'action nationaux par tous les États membres de l'OCI continue de poser un problème. Cet objectif peut être atteint en partageant l'information, les ressources techniques et les données sur les réussites, et en adaptant les législations nationales en tenant compte des articles et dispositions de la Convention.

### E. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

26. L'UNESCO a poursuivi sa coopération avec l'Organisation de la Conférence islamique et ses institutions spécialisées, notamment l'ISESCO. L'UNESCO a participé à la réunion générale biennale entre le système des Nations Unies et le système de l'OCI, qui s'est tenue à Genève du 13 au 15 juillet 1998. L'UNESCO est le centre de liaison pour les

Nations Unies sur deux des domaines prioritaires convenus, à savoir l'éducation et l'éradication de l'analphabétisme, d'une part, et la mise en valeur des ressources humaines, d'autre part.

27. L'UNESCO a continué, au cours de la période considérée, à préciser les modalités de coopération avec le système de l'OCI et d'étendre les domaines de coopération. L'échange d'informations et les visites entre spécialistes des programmes, ainsi que les contacts fréquents au plus haut niveau ont donné un élan particulier à la coopération entre l'UNESCO et le système de l'OCI, en particulier l'ISESCO. Le Comité mixte UNESCO/ISESCO a tenu sa cinquième session à Paris, du 23 au 26 mars 1998, et il a élaboré le programme d'activités pour 1998-1999. Ce programme a été signé par les deux directeurs généraux à Paris, le 17 juillet 1998. Le programme, qui comprend environ 80 projets financés et exécutés conjointement, est allé au-delà des domaines prioritaires et mentionnés ci-dessus, et a compris la science et la technologie, la culture et la communication, ainsi que la coopération au titre des préparatifs et de la convocation des grandes conférences de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur (1998), la formation professionnelle (1999), la science (1999) et la communication (2000), ainsi que sur les programmes interdisciplinaires, tels que la culture de la paix.

28. Le 19 février 1998, le Directeur général et le Secrétaire général de l'OCI ont signé un accord spécial entre les deux organisations sur l'assistance au peuple palestinien et sur la préservation de l'héritage culturel de Jérusalem. L'UNESCO a continué de coopérer avec le Centre de recherches sur l'histoire, l'art et la culture islamiques et les autres organes subsidiaires de l'OCI, et a fourni une assistance aux États membres de l'OCI au titre des programmes de participation de l'UNESCO.

## **F. Programme des Nations Unies pour l'environnement**

29. Depuis la signature du mémorandum d'accord avec l'OCI en 1990 et de l'accord de coopération avec l'ISESCO en 1996, la coopération du PNUE avec l'OCI a progressé dans plusieurs domaines d'intérêt commun. Le PNUE a participé à la Conférence générale de l'ISESCO (Riyad, 6-9 décembre 1997), et à la vingt et unième session de la Commission islamique pour les affaires économiques, sociales et culturelles (Jeddah, 9-13 janvier 1998).

30. Le PNUE et l'ISESCO ont organisé un atelier de formation de formateurs à l'éducation pour l'environnement, qui s'est tenu à Bahreïn (12-19 octobre 1997) avec la partici-

pation de 10 pays islamiques arabes, asiatiques et africains. L'atelier a mis l'accent sur l'introduction de l'éducation sur l'environnement dans les programmes d'enseignement de ces pays et a examiné et évalué l'expérience acquise par ces pays pour ce qui est de mettre en valeur la perspective islamique dans l'éducation pour l'environnement.

31. Par ailleurs, une série de trois séminaires thématiques et une conférence sur le thème «L'environnement et l'islam : vers l'élaboration d'une charte éthique de l'environnement» ont été proposés par le PNUE et sont mis en oeuvre dans le cadre de l'initiative conjointe PNUE/ISESCO appuyée par la Banque islamique de développement et la Banque islamique Faysal. La première réunion préparatoire pour cette activité s'est tenue à Bahreïn le 10 décembre 1997 et la proposition est actuellement soumise aux autres institutions islamiques et aux donateurs potentiels en vue d'obtenir leur appui. Le PNUE considère que cette activité est un événement extrêmement important visant à organiser des activités de protection de l'environnement sur la base des valeurs spirituelles et culturelles du monde islamique.

## **G. Fonds des Nations Unies pour la population**

32. Comme par le passé, le FNUAP, conformément à son mandat, a continué de fournir une assistance technique à la plupart des États membres de l'OCI dans lesquels des programmes relatifs à la population ont été financés. En outre, le FNUAP a continué de coopérer avec l'OCI en finançant des activités conjointes avec l'ISESCO. En 1996, à la suite de la signature d'un accord de coopération avec l'ISESCO, le FNUAP a approuvé un projet d'un montant d'environ 194 000 dollars, visant à renforcer l'éducation en matière de population dans le cadre du Plan d'action de l'ISESCO et à renforcer l'aptitude de ses États membres à mener des activités de plaidoyer concernant les questions relatives aux femmes, à la santé de la reproduction et aux droits de la reproduction. Dans le cadre de ce projet, deux colloques se sont tenus à l'Université Al-Azhar, l'un sur l'éducation des femmes musulmanes, en juin 1997, l'autre sur les droits de l'homme et les droits de la reproduction en islam, en novembre 1997. Les deux colloques ont bénéficié de l'assistance technique de l'équipe de soutien aux pays du FNUAP basée à Amman.

33. Aux fins de la coopération future, il a été décidé lors de la dernière réunion générale entre le système des Nations Unies et l'OCI, qui s'est tenue à Genève du 13 au 15 juillet 1998, que le FNUAP continuerait de travailler avec les

institutions de l'OCI à l'appui des activités de population et de santé de la reproduction afin de contribuer à la mise en oeuvre dans le monde musulman du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement. Cela se ferait au moyen d'ateliers, de conférences, de colloques, de réunions d'experts, ainsi que de l'impression et de la traduction des documents pertinents.

## **H. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient**

34. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) maintient une relation de coopération avec l'OCI. L'UNRWA bénéficie de l'appui continu de l'OCI pour ses efforts visant à fournir des services essentiels et une assistance humanitaire aux réfugiés palestiniens. La coopération entre l'UNRWA et l'OCI est renforcée par des réunions entre les représentants des deux organisations, y compris le Commissaire général de l'UNRWA. L'Agence prévoit d'approfondir des contacts avec le secrétariat de l'OCI et avec la Banque islamique de développement, notamment en fournissant périodiquement des informations sur les activités de l'Agence.

35. L'UNRWA entretient des relations de travail depuis longtemps avec un certain nombre d'États membres de l'OCI, en particulier la Jordanie, le Liban et la Syrie, où l'Agence mène de vastes opérations visant à fournir des services à 2,1 millions de réfugiés palestiniens. Les gouvernements de ces pays, ainsi que les Gouvernements turc et égyptien, sont membres de la Commission consultative de l'UNRWA. L'UNRWA a aussi établi une relation de travail étroite avec l'Autorité palestinienne pour ce qui est des services fournis aux 1,3 million de réfugiés palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

36. L'UNRWA continue de bénéficier de l'appui des États membres de l'OCI au budget ordinaire de l'Agence et aux programmes d'assistance spéciaux. Depuis la réinstallation du siège de l'Agence dans la zone d'opérations, en juillet 1996, le Commissaire général a effectué une visite officielle dans plusieurs États membres de l'OCI de la région du Golfe et d'Asie du Sud-Est, y compris Bahreïn, le Brunéi-Darussalam, le Koweït, la Malaisie, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

## **I. Organisation météorologique mondiale**

37. Un certain nombre de projets d'assistance technique ont été ou sont mis en oeuvre dans des États membres de l'OCI et territoires tels que l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Gaza et la Cisjordanie, la Guinée-Bissau, l'Iran (République islamique d'), la Jordanie, le Liban, le Mali, le Maroc, le Niger, l'Oman, le Pakistan, le Qatar, le Sénégal, le Soudan, le Tchad, la Tunisie et le Yémen. Ces projets sont financés dans le cadre de plusieurs plans de financement, en particulier des arrangements du PNUD et des fonds d'affectation spéciale. La plupart de ces projets visent à promouvoir un développement durable au moyen de la fourniture de services météorologiques et hydrologiques en faveur de l'agriculture, de la gestion des ressources en eau et de la protection de l'environnement.

38. En outre, un certain nombre de missions de conseils financées par le PNUD et le Programme de coopération volontaire de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) ont été organisées dans un certain nombre de pays membres en Afrique, en Asie et dans les États arabes. Des bourses ont été octroyées dans les domaines de la météorologie et de l'hydrologie à un certain nombre de stagiaires dans les États membres de l'OCI et financées par le Programme de coopération volontaire de l'Organisation météorologique mondiale et au titre du budget ordinaire, en particulier en Palestine. Dans le cadre du Programme de coopération volontaire de l'OMM, du matériel, des services d'experts, des pièces de rechange et des articles consommables ont été fournis aux services météorologiques nationaux de 10 États membres de l'OCI au cours de la période considérée.

## **J. Autres départements et organisations du système des Nations Unies**

39. Un certain nombre de départements et d'organisations du système des Nations Unies, y compris le Département de l'information du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Programme des Nations Unies pour le développement, ont transmis des renseignements au Secrétariat de l'ONU à propos des programmes qu'ils ont exécutés et des activités qu'ils ont menées en coopération avec l'OCI et ses institutions spécialisées.